



26^e session du Conseil des droits de l'homme

Point 2 de l'ordre du jour

Mise à jour par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme

Genève, le 10 juin 2014

Déclaration de la Suisse

Merci, Monsieur le Président.

Madame la Haut-Commissaire, je vous remercie pour votre intervention.

Comme vous, la Suisse est préoccupée par le coup d'Etat militaire en **Thaïlande** et ses conséquences : en particulier les détentions arbitraires de membres des principaux partis politiques, d'académiques, et de défenseurs de droits de l'homme, sont inquiétantes. Les personnes arbitrairement détenues doivent être libérées ; la Suisse rappelle que certains droits de l'homme et libertés fondamentales sont indérogeables, même après que l'état d'urgence a été déclaré.

Au vu de la situation toujours préoccupante en **Ukraine**, la Suisse se réjouit de la bonne coopération entre l'OSCE et le Haut-Commissariat dans le monitoring de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Les rapports quotidiens de la mission d'observation de l'OSCE donnent un aperçu objectif et indépendant de la situation et complètent la réponse du Haut-Commissariat. En sa qualité de Présidence en exercice de l'OSCE, la Suisse va continuer à faciliter les échanges entre les différents acteurs afin de promouvoir le respect des droits de l'homme en Ukraine.

Madame la Haut-Commissaire,

Vous appelez dans votre rapport à davantage de conscience pour les **droits de l'homme dans la sphère économique**. La Suisse soutient entièrement cette vue : les Etats ont également l'obligation de prévenir les abus des droits de l'homme commises par les **acteurs du secteur privé**. Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme rappellent cette obligation lorsque des tiers, y compris des entreprises, y portent atteinte. Malheureusement, les Etats négligent souvent cette obligation et ne prennent pas les mesures appropriées, ce qui peut conduire au non-respect des conditions de sécurité par exemple dans les mines ou à l'expropriation abusive de terres, avec des conséquences dramatiques sur les droits de l'homme des personnes concernées.

Madame la Haut-Commissaire, j'aimerais saisir l'occasion de ce dernier échange avec vous au sein de ce Conseil pour vous adresser les vifs remerciements de la Suisse pour l'engagement exemplaire, ainsi que le courage et l'honnêteté dont vous avez fait preuve à la tête du Haut-Commissariat durant ces six dernières années afin de promouvoir et défendre les droits de l'homme dans le monde.